

Quel développement
pour l'Afrique subsaharienne ?

Etudes Africaines

Collection dirigée par Denis Pryn et François Manga Akoa

Déjà parus

Simon-Pierre E. MVONE NDONG, *Bwiti et christianisme*, 2007.

Simon-Pierre E. MVONE NDONG, *Imaginaire de la maladie au Gabon*, 2007.

Claude KOUDOU (sous la direction de), *Côte d'Ivoire : Un plaidoyer pour une prise de conscience africaine*, 2007.

Antoine NGUIDJOL, *Les systèmes éducatifs en Afrique noire. Analyses et perspectives*, 2007.

Augustin RAMAZANI BISHWENDE, *Ecclésiologie africaine de Famille de Dieu*, 2007.

Pierre FANDIO, *La littérature camerounaise dans le champ social*, 2007.

Sous la direction de Diouldé Laya, de J.D. Pénel, et de Boubé Namaïwa, *Boubou Hama-Un homme de culture nigérien*, 2007.

Marcel-Duclos EFOUDEBE, *L'Afrique survivra aux afro-pessimistes*, 2007.

Valéry RIDDE, *Equité et mise en œuvre des politiques de santé au Burkina Faso*, 2007.

Frédéric Joël AIVO, *Le président de la République en Afrique noire francophone*, 2007.

Albert M'PAKA, *Démocratie et société civile au Congo-Brazzaville*, 2007.

Anicet OLOA ZAMBO, *L'affaire du Cameroun septentrional. Cameroun / Royaume-Uni*, 2006.

Jean-Pierre MISSIÉ et Joseph TONDA (sous la direction de), *Les Églises et la société congolaise aujourd'hui*, 2006.

Albert Vianney MUKENA KATAYI, *Dialogue avec la religion traditionnelle africaine*, 2006.

Guy MVELLE, *L'Union Africaine : fondements, organes, programmes et actions*, 2006.

Claude GARRIER, *Forêt et institutions ivoiriennes*, 2006

Nicolas MONTEILLET, *Médecines et sociétés secrètes au Cameroun*, 2006.

Albert NGOU OVONO, *Vague-à-l'âme*, 2006.

Mouhamadou Mounirou SY, *La protection constitutionnelle des droits fondamentaux en Afrique : l'exemple du Sénégal*, 2006.

William BOLOUVI

Quel développement
pour l'Afrique subsaharienne ?

L'Harmattan

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

www.librairieharmattan.com
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

© L'Harmattan, 2007
ISBN : 978-2-296-02446-5
EAN : 9782296024465

A mes enfants

A Charles et Danielle

« Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir... (Lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de la loi naturelle qui préside à son mouvement...elle ne peut ni dépasser d'un saut, ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel ; mais elle peut abréger la période de gestation et adoucir les maux de leur enfantement) »

Karl MARX, *Le Capital*, préface à la première édition allemande, 1867

« Les deux tiers de l'humanité peuvent encore éviter de traverser l'âge industriel s'ils choisissent dès à présent leur mode de production fondé sur l'équilibre post-industriel, celui-là même auquel les nations industrialisées vont être acculées par la menace de chaos »

Ivan ILLICH, *La Convivialité*, version française, 1973

REMERCIEMENTS

A tous ceux qui m'ont aidé et encouragé dans l'élaboration de cet ouvrage, j'ai l'agréable devoir d'exprimer ma reconnaissance.

Je remercie le Professeur **Serge LATOUCHE**, Professeur émérite d'Economie à l'Université de Paris Sud (Orsay), Directeur du Groupe de Recherche en Anthropologie, Epistémologie et Economie de la pauvreté, pour ses utiles conseils et suggestions.

Mes remerciements vont tout particulièrement au Professeur **Lébénè Philippe BOLOUVI**, ex-Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Lomé, Directeur du Laboratoire de Recherches Linguistiques (LABOREL), pour avoir assuré la relecture de l'ensemble du texte.

Enfin, que la personne dont la modestie n'a souffert que je cite son nom, trouve ici l'expression de toute ma gratitude pour ses encouragements constants et son appui moral.

SOMMAIRE

DEDICACE	7
REMERCIEMENTS	11
AVANT-PROPOS	17
INTRODUCTION	21
CHAPITRE- I : GENESE ET EVOLUTION DE LA THEORIE DU DEVELOPPEMENT	37
1. Développement, sous-développement, croissance	37
2. Le sous-développement : un retard ?	41
3. Le sous-développement : conséquence	44
CHAPITRE- II : L'IMPASSE DE LA THEORIE ECONOMIQUE	49
1. Le règne des institutions internationales.....	49
2. La théorie économique de la période de l'impasse	54
3. Essor et expansion des sources de la connaissance	61
4. Les derniers sursauts orthodoxes de la théorie	69
CHAPITRE- III : LA CRISE DE LA THEORIE ECONOMIQUE	79
1. La nature du développement selon J. Austruy	81
2. Une innovation dans l'explication du développement	82
3. L'apport théorique du Tiers-Monde	88
CHAPITRE- IV : A LA RECHERCHE DE LA THEORIE D'UN "AUTRE DEVELOPPEMENT"	111
1. L'échec irrémédiable du "projet développement"	112
2. La floraison de nouveaux concepts de développement	115

CHAPITRE- V : LA THEORIE DE L'"APRES-DEVELOPPEMENT" 127

1. Nécessité et urgence d'un changement 127
2. La théorie de la décroissance 129
3. Quelques stratégies de la décroissance 134
4. Les résistances au changement dans le Nord..... 140

CHAPITRE- VI : L'EQUILIBRE EX ANTE, LA FINALITE ET LE POUVOIR AU SUD 147

1. La référence au point de départ..... 149
2. Quelle finalité pour l'économie des pays d'Afrique.... 159
3. Le pouvoir et l'optimum national 162

CHAPITRE- VII : QUEL POUVOIR POUR L'OPTIMUM EN AFRIQUE NOIRE ? 181

1. Le pouvoir "idéal" : difficile émergence 181
2. La nécessité d'une rupture avec l'ordre international.. 198

CHAPITRE- VIII : LES PRINCIPALES STRUCTURES ECONOMIQUES AU SUD 213

1. L'agriculture 213
2. L'industrie 232
3. Intégration des trois secteurs économiques 238
4. Quelques structures socioéconomiques particulières .. 252

CHAPITRE- IX : COMMENT FINANCER L'ECONOMIE EN AFRIQUE NOIRE ?..... 259

1. Les flux financiers internationaux : vue synoptique.... 259
2. Le financement pendant la décennie "post-indépendances" 270
3. Les nouvelles motivations des bailleurs de fonds..... 270
4. Le don ne sera pas la panacée..... 273

CONCLUSION	279
BIBLIOGRAPHIE	293
LISTE DES TABLEAUX	303
TABLE DES MATIERES	305

AVANT-PROPOS

Les Universités montrent de moins en moins d'intérêt pour la spécialité Economie du développement.

Les Américains et les Canadiens, dès la fin des années 50 du siècle dernier, ont privilégié au sein des départements d'Economie de leurs Universités la microéconomie par rapport à la macroéconomie et, très vite, développé la science de la gestion au détriment de l'Economie Politique.

Quand plus tard, en France et dans les pays francophones d'Afrique, les Facultés de Droit et des Sciences Economiques ont, pour la plupart, donné autonomie aux Facultés de Sciences Economiques, la voie a été largement ouverte pour une prédominance de la science de la gestion des affaires dans les programmes d'enseignement.

Depuis les années 80, au fil des modifications des programmes dans les facultés et écoles, l'économie du développement "fait peau de chagrin". Dans certaines Facultés des Sciences Economiques, avant l'adoption et la généralisation du système de formation LMD, l'Economie du Développement représentait durant les deux dernières années de la licence en quatre (4) ans, un volume horaire annuel (travaux pratiques compris) de moins de 20 heures.

Dans la formule LMD, il est courant de rencontrer des programmes de Sciences Economiques où les cours d'Economie du Développement ont purement et simplement disparu des niveaux Licence et Maîtrise.

Dans l'Union Européenne, c'est rarement que figure, au moins aux "champs de recherche" suggérés en annexe aux programmes d'enseignement de la Maîtrise et du Doctorat, l'option Economie du Développement.

Dans les Universités de France et d'Afrique francophone, il apparaît que les étudiants considèrent qu'il n'est plus "à la mode" de s'inscrire pour un sujet de mémoire ou de thèse

relevant du domaine de la croissance ou du développement économique.

Depuis plus de dix ans déjà, rarissimes sont, dans ce contexte, les professeurs de Sciences Economiques qui se dévouent encore pour l'illustration et la défense de cette spécialité universitaire. L'Université Paris Sud (Orsay) semble faire partie des exceptions qui confirment la règle.

Les études supérieures de Sciences Economiques se cristallisent autour du commerce international, de la finance, de l'économétrie, des techniques de gestion et dans bien des « aires disciplinaires spécifiques » liées au "business" pendant que l'Economie Politique, cœur des Sciences Economiques, se consume lentement et sûrement.

Qui seront, à terme, les conseillers économiques des pouvoirs ?

Le Professeur Patrick Guillaumont, dans l'introduction de son ouvrage *Economie du Développement* (en trois tomes) publié en 1985, posait la question : « *faut-il encore enseigner l'économie du développement* », maintenant que bien des modes intellectuelles se sont déjà succédé sur le sujet du développement ?

L'apport des autres sciences et des nouvelles "aires culturelles" devrait, au contraire, être mis à profit pour faire progresser la théorie économique, guide de l'action des pouvoirs en faveur du "mieux-être" de l'homme.

Aujourd'hui, c'est le concept même de développement qui est en cause, et c'est à la théorie économique qu'il appartient d'indiquer les nouvelles orientations pour la recherche d'un progrès social. Certes, le mot de "développement" a envahi et colonisé le mental et le vocabulaire du monde moderne. Aucun discours ni dialogue ne se fait plus sans le terme "développement" qui, dans la réalité, est vidé de son sens depuis longtemps, pour la majeure partie de l'humanité.

Quels sont les terme et concept qui peuvent mieux rendre compte de la réalité que les discours veulent exprimer ?

Un brillant professeur français, dans les années 60 du XX^e siècle, avait coutume de poser à ses étudiants, après leur avoir livré la conclusion de son cours d'Economie du Développement, la question suivante : « *Et maintenant, pensez-vous que tous les pays du monde seront développés ?* »

Aujourd'hui, tous les éléments sont réunis pour que ces étudiants, embarrassés à l'époque, puissent faire une réponse.

J'ai voulu, par et à travers cet ouvrage, tenter de lancer un appel aux étudiants en Sciences Economiques et en Sciences Sociales, aux chercheurs, aux hauts fonctionnaires des grandes institutions internationales à caractère économique, à tous les praticiens de l'économie, pour que, courageusement nous puissions tous, au Nord comme au Sud, remettre en cause le phénomène "développement" et pour qu'une théorie nouvelle guide une pratique nouvelle de l'Economie.

J'ai voulu aussi répondre à une question qui m'a été posée, il y a quelques 25 ans, par un gynécologue-obstétricien de renom, qui a un grand amour pour l'Afrique noire :

« *Ne serait-il pas plus simple et plus réaliste d'aménager le sous-développement pour le rendre habitable pour nous tous ?* »

INTRODUCTION

Au cours du dernier quart du XX^e siècle, le public confronté à la crise alarmante des politiques économiques, a commencé à exprimer sa désillusion pour avoir placé un trop grand espoir dans la fonction de l'économiste. L'économiste a toujours été considéré comme le détenteur de l'ensemble des principes généraux qui sont appliqués aux situations sociale et géographique pour lutter contre la "rareté" et la vaincre. Sa science est supposée en phase avec la sagesse du genre humain : *primum vivere, deinde vitam extendere*. Dans cette logique, l'économie devrait permettre d'aller de l'adaptation à la progression.

Alors qu'au XVII^e siècle, l'économie politique, pressée par le besoin d'aménager les territoires conquis, a pris une allure de science combattante à travers la pensée du mercantilisme, c'est plutôt toute la théorie économique qui est en cause à partir de la décennie 70 du XX^e siècle.

L'aggravation et la convergence du chômage, des inégalités sociales, de la pauvreté, des dysfonctionnements monétaires et financiers, des dettes publiques excessives, constituent désormais des phénomènes jamais encore observés dans l'histoire des faits économiques.

Les difficultés dues à l'hétérogénéité du champ de recherche et le recours croissant aux autres disciplines (particulièrement les sciences sociales), ont entraîné de grands débats et controverses dans la théorie économique. Pour le public, cette diversité et cette effervescence ont été perçues comme des signes de faiblesse. En effet, n'est-il pas plus rassurant pour tout sujet que le conseiller du Prince (Pouvoir) soit précis, juste et infaillible ?

La fiabilité de l'économie politique s'est donc trouvée affectée. Dans les populations dites du Tiers-Monde, l'espérance s'est fondée sur un paradigme sécrété par la

théorie économique élaborée par l'Occident : celui du "développement". Les dirigeants politiques et les élites des pays africains qui venaient d'accéder à l'indépendance politique l'ont adopté sans discernement comme une panacée. Sans en connaître ni le contenu ni les implications, ils l'ont présenté à leurs peuples comme la clé de la modernisation et de la reproduction du mode de vie que le "Blanc" avait fait découvrir à l'Afrique. De bonne foi, l'Occident a construit une théorie du développement, puis une théorie du sous-développement.

Après trente années d'expérience, les déceptions et le désenchantement rencontrés par le Tiers-Monde, particulièrement l'Afrique noire, sont allés bien au-delà de ceux que l'Occident ressent depuis la série des crises sociales de la décennie 70 du XX^e siècle. La littérature économique du développement s'est alors lancée à la recherche d'un renouveau, allant de paradigme en paradigme.

La théorie économique, essoufflée, s'est mise en veilleuse, laissant son rôle entre les mains des institutions financières et commerciales internationales, principalement la Banque Mondiale (BM), le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) d'une part, et les démembrements de l'Organisation des Nations Unies, d'autre part.

Aucune thérapie ne produisant plus aucun effet sur le monde "malade", la littérature économique se concentre sur le constat d'échec aussi bien au Nord qu'au Sud. Le phénomène de mondialisation et les progrès de la communication et de l'information économique ont permis de mettre à nu les faiblesses et les limites du système dominant. L'échec est alors largement reconnu et mesuré.

L'art est ardu, la critique aisée. L'on ne peut continuer à se contenter des constats d'échec. Il faut bien sortir de l'impasse. Le public se pose donc, à raison, la question de savoir ce qu'est devenue la théorie économique et si elle peut encore indiquer une porte de sortie. Si, en effet, les praticiens,

appuyés sur les théoriciens de l'économie, ne parvenaient pas à indiquer les solutions adéquates, ne serait-ce pas la preuve de l'inefficacité de la théorie ?

Pour les théoriciens de l'économie, la question prend une tout autre résonance : la théorie économique est-elle indispensable ? Est-elle efficiente ?

La théorie peut être entendue comme connaissance spéculative et indépendante de l'application. Elle peut être aussi comprise comme un ensemble de règles systématiquement élaborées pour servir de base à une science. Elle signifie, à certains égards, un ensemble organisé d'idées et opinions pouvant expliquer un phénomène ou une série de manifestations. Dans l'Histoire, la théorie économique s'est reconnue dans toutes ces acceptions.

En 1986, R. Boyer, un des piliers de l'"école parisienne de la régulation", prétendait même que l'économie et les orthodoxies économiques ne sont plus ce qu'elles étaient, car elles semblent avoir volé en éclat alors qu'aucun paradigme alternatif au keynésianisme ne s'est imposé. En effet, disait-il : *« les polémiques sont au moins aussi intenses entre théoriciens néo-classiques qu'entre ces derniers et les keynésiens... A regarder de près, les conclusions respectives des monétaristes, des tenants de l'école de l'offre ou encore des théoriciens du déséquilibre sont tellement différentes... que leurs recommandations de politique économique s'opposent plus qu'elles ne se combinent en une nouvelle orthodoxie »*.¹

La même année, Mac-Closkey fait observer par contre que les économistes sont d'accord par-dessus tout sur la façon de parler qui doit être la leur, celle des économistes : *« Qu'ils descendent de Marx ou de Menger et Marshall, parmi les petits-fils d'Adam Smith, ils contribuent ensemble à animer un débat commencé il y a deux siècles et ce débat est*

¹R. Boyer cité in *Histoire des pensées économiques, les contemporains*, publié en collectif par M. Baslé, C.Baulant, F.Benhamou, J.J.Boillot, C.Chalaye-Fenet, B.Chavance, A.Gélédan, Editions Sirey, Paris, 1988.

*nettement distinct, par son style, des débats voisins en histoire, sociologie ou éthique.»*¹

Certains économistes, tel L. Robbins, avaient déjà soutenu au lendemain du "décollage" de l'économétrie, qu'il n'y a pas de relation entre le caractère scientifique d'une théorie et les résultats des tests empiriques auxquels cette théorie est soumise, et qu'en conséquence, une théorie économique peut être « *bonne en soi* » ou « *juste a priori* ». La controverse leur a été portée par le prix Nobel d'Economie 1978, Herbert Simon et, plus particulièrement, par A. Eichner. On se souvient que ce dernier a eu le mérite de définir avec clarté, en économétrie, les concepts de test de cohérence, de test de portée et de test de parcimonie. Il affirma en 1983 que « *les économistes ont échoué à appliquer à leur propre travail les règles épistémologiques que suivent normalement les scientifiques pour éviter de faire des erreurs...* »²

La question de l'efficacité de la théorie économique ne saurait être réduite à un débat sur l'utilité de l'économétrie en tant qu'outil scientifique.

L'efficacité des théories est largement reconnue ; les progrès dans l'analyse existent et la redécouverte d'un économiste se fait en enrichissant les outils théoriques. « Il est donc raisonnable d'adopter une attitude relativiste aménagée qui situe les auteurs dans leur époque et dans leur courant de pensée mais opère une sélection dégageant les concepts qui ne sont pas trivialement irrecevables lorsqu'ils sont confrontés à l'expérience ».³

¹ Mac-Closkey, *The Rhetoric of Economics*, Harvester Press, 1986.

² A. Eichner, cité dans *Histoire des pensées économiques, les contemporains*, op. cit., p.5.

³ Ibidem, p. 11.

Cette approche de type pluriel présuppose que science et idéologie ne sont pas antinomiques, dès lors que toute théorie porte la charge des intuitions et des croyances propres à son auteur.

Joan Robinson estime qu'il n'existe pas de problème purement économique qui pourrait être résolu par une logique purement économique et que des intérêts et des préjugés politiques sont en jeu dans toute discussion des questions concrètes.

Le prix Nobel 1974, G. Myrdal, considère quant à lui qu'une science sociale désintéressée n'a jamais existé et ne peut exister pour des raisons de logique.

C'est plutôt cette réalité qui s'est confirmée tout au long de l'histoire de la pensée économique sans, à aucun moment, remettre en cause la valeur intrinsèque de l'œuvre des théoriciens et de l'efficacité de la théorie économique.

Les mercantilistes, en fondant leur théorie sur la pensée que l'objectif de la société était l'enrichissement, ont, à l'application, obtenu des résultats spectaculaires. En effet, en France, dans l'Europe Occidentale du XVII^e siècle, le mercantilisme a permis à J. B. Colbert, Secrétaire d'Etat à la cour de Louis XIV, d'initier des mesures protectionnistes, de favoriser l'industrie et le commerce, de multiplier les manufactures d'Etat, d'inciter les grands artisans étrangers à s'installer en France, à réorganiser la marine marchande et à donner un essor à la Compagnie des Indes Orientales.

De leur côté, les physiocrates, disciples de François Quesnay, médecin de la Marquise de Pompadour et de Louis XV, et auteur du célèbre *Tableau Economique* publié en 1758, ont guidé l'action économique du Ministre français Turgot, de la reine Catherine II de Russie et du Roi Stanislas II de Pologne. La physiocratie voulait, avant tout, inculquer aux Princes l'idée que le véritable enrichissement n'était pas monétaire, mais agricole, et que seule l'agriculture pouvait produire un véritable surplus. Il va sans dire que cette école venait au secours de la classe des agriculteurs que le pouvoir

défavorisait au profit d'une industrie naissante, apparemment plus prometteuse que l'agriculture.

Dans le même temps, chez les Britanniques, le philosophe A. Smith publie ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* en 1776 et fonde le libéralisme. La richesse, selon A. Smith, provient de la production matérielle. Sa théorie sensibilise le Prince à l'idée que l'on ne peut accroître la production que par la division du travail et la volonté de laisser les individus s'enrichir. L'objectif principal n'était-il pas plutôt la justification de la pensée qu'un Etat fort et autoritaire n'était pas nécessaire pour l'Angleterre ?

Dans son *Essai sur le principe de population* (1798), le Pasteur Robert Malthus condamne toute action sociale de l'Etat anglais qu'il accuse de nuire à la régulation démographique. La sélection naturelle et sociale, pensait-il, est le plus sûr moyen d'enrayer l'augmentation rapide de la population. L'on comprend que Malthus voulait "en découdre" avec les "*Poor Laws*", lois entrées en vigueur en Grande-Bretagne depuis 1601 et en vertu desquelles, l'aide aux pauvres était une charge obligatoire pour les paroisses, contrairement au cas de la France par exemple où cette aide n'était considérée que comme "pure bonne action".

David Ricardo écrit en 1817 *Principes de l'économie politique et de l'impôt* pour combattre les "*Corn Laws*", lois britanniques interdisant les importations de blé. Le but de Ricardo était aussi de protéger les agriculteurs. Il fait d'abord observer que l'économie de la Grande-Bretagne tend vers un état stationnaire. Puis il démontre, à l'aide de sa théorie de la répartition, que la seule façon d'écartier le spectre d'un état stationnaire est de stopper l'augmentation du prix du blé et, partant, celle des salaires. Il en déduit que pour y parvenir, il faut importer du blé en Angleterre. Restant attaché au libre-échange, il affirme que chaque pays a intérêt à se spécialiser et que les échanges s'équilibrent de façon automatique. Ricardo consolide sa théorie du libre-échange par la "loi des

avantages comparatifs" qui, jusqu'à ce jour, continue de faire fortune dans la science économique.

Accessoirement, David Ricardo, pour des raisons évidentes, demande au gouvernement britannique de limiter les prélèvements fiscaux. Les impôts élevés, estime-t-il, sont forcément préjudiciables à l'économie, car ils nuisent à l'investissement en taxant le capital, et à l'épargne en taxant le revenu.

Toujours en Grande-Bretagne, un autre Britannique, le classique Stuart Mill, publie en 1848 *Principes d'Economie Politique*. Mill adhère à l'utilitarisme représenté par l'économiste Bentham et au laisser-faire de Smith, mais crée une surprise en préconisant l'intervention de l'Etat dans le domaine social et un réformisme social. Le but de cette théorie était, en réalité, d'œuvrer à l'émancipation des femmes, à la réglementation de la durée du travail, au rétablissement de l'aide aux pauvres et à la gratuité de l'école publique. Mais, Irving Fischer, en reprenant plus tard la théorie quantitative de la monnaie, a su bien masquer les motivations profondes de Stuart Mill.

Sans s'arrêter sur la pensée de la fin du XIX^e siècle, période où les néo-classiques de France (Léon Walras), de Grande-Bretagne (Stanley Jevons) et d'Autriche (Carl Menger) ont fondé une théorie de l'équilibre général et inventé le marginalisme et la micro-économie, on peut poursuivre cet exercice en abordant le début du siècle suivant avec John Maynard Keynes.

Fils de John Neville Keynes, enseignant de logique et d'économie politique imbu des idéaux de l'Angleterre victorienne, J. M. Keynes, non-conformiste et membre d'une société secrète, "la société de conversion", avait pour idéal la poursuite de la vérité avec une absolue dévotion et sans aucune réserve. Riche de son expérience acquise au sein du Trésor Britannique, l'ancien étudiant de Cambridge devient un acteur important dans les négociations menées, après le Traité de Versailles avec l'Allemagne (défaite), dans le cadre

des réparations d'après-guerre. Il milite très activement au Parti Libéral Anglais, et proclame en 1925 que le problème politique de l'humanité consiste à combiner trois choses : l'efficacité économique, la justice sociale et la liberté politique. Seules de profondes réformes, dit-il, peuvent permettre d'atteindre ces objectifs, alors que la poursuite de politiques conservatrices, fondées sur les illusions du laissez-faire, prépare le lit d'une révolution.

Agacé par la persistance des déséquilibres qui, de toute évidence, mettaient en cause la théorie néo-classique, Keynes qui n'a jamais cru à "la main invisible" d'Adam Smith, publie en 1936 sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Comme il aimait le dire lui-même, cet ouvrage sera une véritable révolution, la plus marquante de l'histoire économique.

Le keynésianisme et l'interventionnisme marquent effectivement le début d'une mutation majeure de la science et des politiques économiques. Les débats induits par l'œuvre de Keynes aboutissent à un foisonnement d'analyses aussi diverses que contradictoires et occupent les économistes du monde entier jusqu'à la fin du XX^e siècle.

Parallèlement, le même genre de motivations anime un autre courant de pensée économique. Le Comte de Saint-Simon, le représentant du socialisme dit utopique, préconise que dans la nation, « le pouvoir soit donné à ceux qui détiennent la compétence et qui sauront l'orienter dans le sens du progrès économique et technique qui, selon lui, provient essentiellement de la classe industrielle ». Il ne faut tolérer, dit-il, la propriété privée que si elle est efficace. Le Français Proudhon et l'Écossais Owen le suivront avec leur cortège de variantes.

Par la suite, Karl Marx, sociologue, philosophe et économiste, va fonder la critique du capitalisme. Après avoir écrit avec Friedrich Engels, en 1848, le *Manifeste du Parti Communiste*, Marx publie en 1867 *Le Capital*. De même que les thèmes de matérialisme historique, de lutte de classes et

de contradictions internes du capitalisme vont révolutionner la théorie économique, la littérature procédant du prolongement de la pensée keynésienne va profondément dominer le corpus central de la théorie économique jusqu'à nos jours.

Le monde industrialisé s'est ainsi longuement construit, en s'appuyant sur une théorie économique plurielle, il faut le reconnaître. En ce sens, près de 30 ans après la Deuxième Guerre Mondiale, rien ne permet de parler d'inefficience du corpus central né des débats contradictoires entre théoriciens.

Dans cette période, l'économie connaît manifestement des performances jamais encore observées dans l'Histoire de l'humanité. La science économique a donc fonctionné avec efficacité.

L'on comprend que Keynes ait pu dire que : « *l'économie est une science morale dans laquelle l'intuition et l'éthique, "l'introspection et les valeurs" jouent des rôles aussi importants que la méthodologie appelée scientifique. L'économie s'occupe des motivations, des anticipations, d'incertitudes psychologiques.* »¹

Il apporte toutefois une nuance fort significative : on doit toujours faire attention à ne pas traiter ces éléments comme constants et homogènes.

Gunnar Myrdal, prix Nobel 1974, précisera que la science économique incorpore des jugements de valeur, parce qu'elle traite de comportement humain, et qu'ainsi, toute proposition en faveur d'une politique de développement suppose connus les « *idéaux de modernisation à atteindre.* »

Je trouve dans ces affirmations le dénouement de la problématique de l'efficience de la théorie économique. Les théories ont été efficaces jusqu'à une époque bien définie. Si elles ne l'ont plus été par la suite, c'est vraisemblablement pour avoir atteint leurs propres limites.

¹ J M. Keynes, cité dans *Histoire des pensées économiques, les contemporains*, op. cit., p.12.

Pour identifier les causes de cette impasse de la théorie économique, il faut, me semble-t-il, interroger l'histoire de la pensée économique.

Sans la capacité de repérer les écueils qui peuvent constituer ses limites, l'économiste peut mettre en cause sa propre raison d'être et fourvoyer des générations entières sur le chemin de la recherche du progrès humain. Les remises en cause ne peuvent se faire sans douleur. Du point de vue anthropologique, l'expérience a montré, à suffisance, que le franchissement de certains seuils ne peut se faire que par des transformations profondes ou des révolutions. N'est-ce pas ce saut qualitatif qui a fait défaut à la théorie économique et aux praticiens de l'économie depuis un quart de siècle ?

La surabondante analyse de la faillite du développement ne peut, à elle seule, rendre compte des causes de la dérive du monde économique actuel. Il importe de se tourner vers la théorie économique dans sa genèse et son évolution pour éclairer la voie pouvant conduire à la porte de sortie.

Une relecture de la théorie économique s'impose : pour le Nord, la théorie du développement, pour le Sud, la théorie du sous-développement.

J'essaierai de rappeler à l'attention des praticiens de l'économie, des agents économiques qui possèdent des notions d'économie politique et surtout des étudiants en Sciences Economiques ce qui me semble être l'essentiel de la genèse et de l'évolution de la théorie du développement et du sous-développement. Cette tâche est naturellement malaisée en ce qu'elle devrait satisfaire à une triple condition : être exhaustive, concise et accessible à tous.

Pour ne pas rajouter à la complexité, j'éviterai toute tentative de formulation mathématique dans l'exposé des théories et modèles auxquels j'aurai recours.

Par ailleurs, je me garderai d'introduire des prises de position idéologiques inutiles dans cette étude. L'Afrique sub-saharienne a-t-elle encore besoin d'effectuer un choix de

modèle dans le binôme capitalisme/socialisme ? Les deux modèles ont reposé chacun sur des analyses, des méthodologies et des concepts qui ont une grande valeur épistémologique. Faut-il le rappeler ?

Deux modèles économiques se sont longtemps disputé la vedette sur le chantier de la recherche de l'optimum économique : le libéralisme, basé sur la valeur-utilité, et la centralisation, basée sur la valeur-travail.

Le premier suppose que le marché, par le jeu de la concurrence qui, elle-même, secrète par nature des tendances égalitaires dans l'univers économique, détermine l'optimum et évite au pouvoir le risque de faire des choix arbitraires. En d'autres termes, le libéralisme "libère" le pouvoir de sa responsabilité en prônant comme condition la détermination de la production par le libre choix des consommateurs finals (individus ou collectivités), la détermination des productivités marginales par les prix et la disparition de tous les obstacles institutionnels pouvant s'opposer à la distribution des ressources.

Ce modèle revendiqué par le capitalisme comme justification, n'a pas été exempt de critique.

Même si l'on éliminait toutes les imperfections qui ont été reconnues à la concurrence, le modèle reste quelque peu illusoire. En effet, une égalité des satisfactions traduites par des prix identiques ne suppose pas nécessairement égalité des revenus. Dans la pratique, les rémunérations ne sont pas proportionnelles aux "désutilités" variables entraînées par diverses productions, ce qui signifie que les prix des facteurs ne représentent pas les coûts véritables des biens. Ainsi, égalité des prix, eu égard aux biens, contredit inégalité du revenu, eu égard aux salaires.

Le second modèle, la centralisation, a voulu surmonter la difficulté en indiquant que la valeur devait être entendue comme une grandeur fixe, déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire. Dans cette logique, il devient possible d'obtenir, dans une opération économique, le résultat

optimum : gagner le plus grand résultat au moindre coût dans un univers socialement souhaité.

Toutefois, dans ce système, la détermination de l'optimum reste contestable. Si l'on déterminait une valeur-travail "socialement nécessaire" qui ne souffre plus d'erreur et que l'on réintroduisait ainsi l'idée d'utilité dans la détermination du "socialement nécessaire", il resterait que la traduction du coût par le travail actuel ne correspondrait pas nécessairement à celui d'un travail passé "socialement nécessaire", étant donné les changements techniques et économiques intervenus dans la période séparant la création d'un bien et sa consommation.

Dans l'optique marxiste pure, le capital n'ajoute à la valeur d'un produit que son *quantum* d'amortissement techniquement nécessaire. Ceci suppose que sont occultés les phénomènes d'obsolescence et le taux de l'intérêt. Si ce modèle peut favoriser, sur le plan de la mesure, une amélioration du taux d'accumulation, il ne permet pas de mieux déterminer le rythme réel de l'optimum.¹

Les deux modèles n'avaient ni l'un ni l'autre la clé de la détermination de l'optimum car, d'une part, ils se sont eux-mêmes éloignés des conditions d'application de leurs hypothèses de départ, et d'autre part ils ne pouvaient, à la pratique, fournir une règle de détermination de l'optimum macroéconomique.

F. Perroux a fait observer qu'une analyse de leurs compromis praticables et de leurs tâtonnements efficaces aurait pu apporter les moyens pratiques de réaliser l'économie du changement et que cette possibilité de transformation qu'ils permettent rend plus impérieuse une recherche lucide sur la détermination volontaire et consciente de l'optimum.

Les deux grands modèles idéaux qui ont dominé la théorie et la pratique économiques, tout en étant persuasifs dans leur

¹ Voir analyse de P. Kende dans *Logique de l'économie centralisée*, CEDES, Paris, 1964.

stylisation, n'ont pas réussi à produire la cohérence des moyens aptes à promouvoir le changement optimum.

Pour l'Afrique sub-saharienne la priorité est de chercher, de toute urgence, dans quelle direction orienter le peu de moyens dont elle dispose encore, afin d'atteindre l'optimum. Les populations, dans leur étourdissement, affaiblies par le désespoir de connaître le bien-être, conscientes de la confiscation de la plupart de leurs moyens, rêvent encore d'une force invisible qui puisse rendre leur situation actuelle plus favorable.

L'échec du phénomène "développement" au Nord et l'impossibilité de construire un développement au Sud trouvent quelques explications dans la théorie économique elle-même. Le concept de développement a pu porter au départ quelques "germes pathogènes". Je soulignerai avec force les travaux des économistes qui ont eu le mérite de l'avoir fait remarquer très tôt mais dont les œuvres ont été, ou méconnues, ou incomprises. En effet, une analyse de la nature même du développement et des données de l'Histoire, correctement menée par la pensée économique, avait déjà permis dans les années 60 de mettre en lumière certaines fausses prémisses qui fondaient le concept de développement. Cela n'a pas empêché le développement de se poursuivre au Nord conformément au concept qui l'a défini comme une croissance auto-entretenu. Les résultats produits par la "machine infernale" ont été au-delà, non seulement des espoirs, mais aussi de la capacité de charge de la planète Terre. Le dogme du libéralisme et de la mondialisation constitue désormais une menace pour le progrès de l'homme.

Le Nord, pris de cours, cherche un "autre développement", d'après certains, et pour d'autres, un "après-développement". Quelle théorie faut-il pour un changement au Nord où le développement, comme une comète, semble avoir fini sa course ?

Quel sera, dans un contexte où les structures sont si figées, l'avenir des tentatives de théorisation pour la quête d'un